

Code Pénal | San Andreas

Chapitre 1 : Définitions

Article 1.1

Le code pénal dépend du code de procédure pénale. Pour toute contradiction entre le code pénal et le code de procédure pénale, le code de procédure pénale prévaut.

Articles 1.1-1

Le code pénal établit les définitions générales du fonctionnement de la justice pénale.

Article 1.2

Nul n'est censé ignorer la loi.

Article : 1.3

Nul ne peut être puni pour une contravention, un délit, un crime ou un crime fédéral dont les éléments ne sont pas définis par la loi sauf contre indication en faisant mention dans le présent code. Nul ne peut être puni d'une peine qui n'est pas prévue par la loi et/ou la tarification amendée en vigueur.

Article 1.4

Sont seuls punissables les faits constitutifs d'une infraction à la date à laquelle ils ont été commis. Toutes les nouvelles dispositions législatives sont non rétroactives si la peine encourue est plus sévère que celle abrogée.

A l'inverse une nouvelle législation dont les dispositions atténuent la peine abrogée se verra appliquée.

Nul ne peut être jugé pour des faits passés, si la loi au moment des faits ne punit pas les faits en question.

Article : 1.5

La loi pénale est applicable aux infractions commises sur l'État de San Andreas (cela comprend également mais non exhaustivement les eaux nationales entourant l'île de San Andreas ainsi que son espace aérien) .

Article 1.6

Les textes de lois sont votés par le Congrès composé du corps de direction des Gouvernements sud et nord, dont les membres sont nommés et révoqués par les Gouverneurs.

Article 1.7

Les infractions pénales sont classées, suivant leur gravité, en contravention (infraction), délit mineur, délit majeur, crime et crime fédéral.

Article : 1.7.1

Les actes illicites pénalement répréhensibles sont classés de la manière suivante :

- **Contraventions** : Elles sont verbalisées sur place ou après convocation au poste de police de la part d'un dépositaire de l'autorité publique.
- **Délits mineurs** : Les sanctions appliquées (cf article 5.2 du Code Pénal) sont appliquées directement par un dépositaire de l'autorité publique si ces sanctions sont inférieures à 100 000\$ d'amende, si elles sont supérieures elles doivent être traitées devant le Juge qui rend une décision.
- **Délits majeurs** : Les sanctions prévues (cf article 5.2 du Code Pénal) sont appliquées directement par un dépositaire de l'autorité publique si ces sanctions sont inférieures à 100 000\$ d'amende, si elles sont supérieures elles doivent être traitées devant le Juge qui rend une décision.
- **Crimes** : Les sanctions prévues (cf article 5.2 du Code Pénal) sont appliquées directement par un dépositaire de l'autorité publique si ces sanctions sont inférieures à 100 000\$ d'amende, si elles sont supérieures elles doivent être traitées devant le Juge qui rend une décision.
- **Crimes fédéraux** : Pour toute fédérale, la décision est prise par un Juge.

Article 1.8

La majorité est fixée à 21 ans.

La majorité donne le droit de voter à toute élection qu'elles soient locales, départementales, nationales ou encore fédérales.

La majorité est nécessaire pour détenir un permis de port d'arme, tout permis de port d'arme délivré à un mineur sera considéré comme nul.

Article 1.9 :

Les permis d'engins :

On entend par permis une licence étant attribuée à un cours théorique et pratique reçu par un organisme ou une personne ayant reçu l'accréditation gouvernementale pour enseigner et faire passer des tests au citoyen ayant fait les demandes nécessaires et répondant aux critères demandés.

Ces permis se décline de la manière suivante :

1 - Le code routier :

Cours théorique donnant l'accès au droit de passage du permis de moto, voiture et camion à l'auto-école de l'Etat de Los Santos, sans ce dernier il est interdit d'utiliser, une moto, une voiture ou un camion ainsi que tout appareil maritime ou aérien.

2 - L'obtention du permis :

- Le permis moto : s'obtient à l'auto-école suite à l'obtention du code et d'un test pratique réussi avec un taux d'acceptation de 5 erreurs maximum.
- Le permis voiture : s'obtient à l'auto-école suite à l'obtention du code et d'un test pratique réussi avec un taux d'acceptation de 5 erreurs maximum.
- Le permis camion : s'obtient à l'auto-école suite à l'obtention du code et d'un test pratique réussi avec un taux d'acceptation de 5 erreurs maximum.

Article 1.10 :

Légitime défense :

En cas de légitime défense, les individus sont autorisés à tenter de neutraliser un individu par la force physique ou l'usage d'armes (autorisées) ou des objets.

La légitime défense ne peut être invoquée que lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1. L'attaque subie doit être injustifiée.
2. La défense doit se faire pour soi ou une autre personne.
3. La défense doit être immédiate.
4. La défense doit être nécessaire pour sa protection, c'est-à-dire que la solution la plus sûre ou accessible est la riposte.

Article 1.11 :

Non assistance à personne en danger :

La non-assistance à personne en danger est le fait de ne pas porter secours à quelqu'un qui est en détresse. Pour qu'il y ait non assistance à personne en danger, il faut que les éléments suivants soient réunis : La personne en danger fait face à un péril grave et imminent, qui menace sa vie ou son intégrité.

Ne peut être sanctionné au sens du présent article les personnes qui auraient pu effectivement ou pourraient être mises en danger à leur tour s'ils étaient intervenus.

La non assistance à personne en danger signifie :

- Ne pas s'arrêter et/ou s'occuper d'une personne en détresse.
- Les personnes investies d'une mission d'intérêt public doivent intervenir en cas de nécessité qu'elles soient en services ou non. La défense doit être nécessaire pour sa protection, c'est-à-dire que la solution la plus sûre ou accessible est la riposte.
- Le fait de ne pas appeler les autorités compétente qui seraient à même d'aider la personne en détresse

Dans le cadre d'un accident routier, si le conducteur ne s'arrête pas ceci est considéré comme un délit de fuite. Le refus d'obtempérer se définit à l'article 5.6 du code pénal.

Article 1.12 :

Les Agents de police (LSPD, BCSO), les agents Fédéraux (FIB, Sécurité du Gouvernement) et les magistrats (Corps de direction du Gouvernement, Ministre, Ministre Adjoint, Juge et Procureur) lors de leur emploi sont des agents assermentés. Leur parole fait foi mais elle peut être remise en question par les Juges ou un magistrat.

Chapitre 2 : Responsabilité des personnes.

Section 1 : Responsabilité civile

Article 2.1.1 :

La responsabilité civile désigne l'obligation légale de réparer tout dommage causé à autrui de manière fortuite ou volontaire.

Article 2.1.2 :

Les personnes morales sont responsables pénalement des infractions commises par les personnes physiques qui la composent, selon la distinction des articles 2.2.5, des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou représentants.

Article 2.1.3 :

Peut ne pas être considérée comme totalement responsable toute personne agissant sous l'emprise d'une contrainte détenue par une personne ayant autorité ou exerçant une pression physique ou morale établie selon la distinction des articles 2.24 et 4.5, et dont la victime peut prouver l'existence.

La part de responsabilité sera décidée par le juge lors d'un procès, elle peut en ce sens être totalement nulle.

Article 2.1.4 :

Les parents adoptifs ou personne souhaitant adopter une personne doit avoir l'âge de 21 ans ou plus, ce qui représente la majorité au sens de l'article 1.8 du présent code, ainsi que, disposer d'un emploi stable et être en capacité d'assurer les charges parentales sous peine de nullité de la demande d'adoption auprès de l'Etat civil.

Article 2.1.5 :

Au vu de l'article 2.1.4 du présent code, ledit futur parent doit passer une évaluation psychologique (auprès de médecins compétents) ainsi qu'une évaluation financière (auprès du département des finances) pour que l'État civil puisse accorder la garde de l'enfant à la ou les personnes en ayant fait la demande.

Article 2.1.6 :

Une personne peut être adoptée si elle à moins de 21 ans, qu'elle provient d'une famille dans le besoin ou si l'enfant est en situation de danger immédiat, en situation de handicap ou plus, nécessitant généralement une aide. A défaut, un accord exceptionnel peut être accordé par un juge.

Article 2.1.7 :

Toute personne soupçonnée de maltraitance ou de négligence envers un enfant pourra être immédiatement disqualifiée de l'adoption et pourra être poursuivie par la justice, cela concerne aussi le respect des choix de l'enfant entrant dans le cadre de sa relation avec sa famille biologique. Dès que le ou les parents sont disqualifiés de l'adoption, ils perdent tous droits et

devoirs relatifs à l'adoption déclarée nulle.

Article 2.1.8 :

Les parents, y compris les parents adoptifs, sont responsables légalement et pénalement des actes de leurs enfants. Les enfants âgés de plus de 18 ans sont responsables pénalement de leurs actes.

Section 2 : Responsabilité pénale

Article 2.2.1 :

Chaque personne est responsable de ses actions sauf contre indication dans le présent code.

Article 2.2.2 :

Est l'auteur de l'infraction la personne qui :

- 1 - Commet les faits incriminés ;
- 2 - Tente de commettre une infraction sauf les contre-indications préférées dans la tarification amendée en vigueur.
- 3 - La personne se rendant complice par les dispositions établies par l'article 2.23 du présent code.

Article 2.2.3 :

Toute personne aidant, dissimulant, ou portant assistance lors de la préparation, de la réalisation ou de la consommation attenante à l'infraction est considérée comme complice.

Article 2.2.4 :

Toute personne qui par don, promesse, menace, ordre, abus d'autorité ou de pouvoir aura provoqué une infraction ou donné des instructions pour la désigner est considérée comme donneur d'ordres.

Être un donneur d'ordre est une circonstance aggravante.

Article 2.2.5 :

Nul ne peut être puni pour une infraction dont les éléments ne sont pas définis par la loi. Nul ne peut être puni pour une infraction qui n'est pas prévue par la loi et/ou la tarification amendée en vigueur. La présente disposition ne s'applique pas si l'affaire est portée devant la justice par ou sur ordre d'un Marshall.

Chapitre 3 : Procédure d'arrestation, d'interpellation et de garde à vue

Article 3.1 - Interpellation

- Est considéré comme en état d'interpellation un individu qui par ses actes, son comportement pris sur le fait ou relaté, serait en possible relation avec un crime, un délit ou une infraction.
- Est aussi considéré comme en état d'interpellation un individu à qui un dépositaire de l'autorité publique a dû priver de liberté de mouvement (mis à terre ou menotté(e)s) pour sa propre sécurité ou celle de personne présente sur les lieux.
- Cet état est bien distinct de l'état d'arrestation de par sa nature ne déduit pas d'une mise sous amendes et/ou d'une peine de prison.
- Cet état à durée maximale, 20 minutes au cours où le dépositaire de l'autorité publique devra à terme décider de relaxer l'individu ou de l'inculpé pour un chef d'accusation.

Article 3.2 - Arrestation

- Est considéré comme en état d'arrestation tout individu inculpé pour un chef d'accusation de délit ou de crime ou d'infraction multiple et/ou de récidive avérée.
 - Cet état est acté par la privation de liberté (le/la menotter).
 - Des suites attribuées sont posées la lecture des droits miranda qui sont les suivants en vigueur : "Madame, Monsieur,
-
- Vous êtes en état d'arrestation, nous sommes le 00/00/0000, il est actuellement 00H00.
 - Vous avez le droit de garder le silence : si vous renoncez à ce droit, tout ce que vous direz pourra et sera utilisé contre vous devant une Cour de justice.
 - Vous avez le droit à un avocat et qu'il soit présent lors de l'interrogatoire.
 - Si vous n'en avez pas les moyens ou si aucun avocat ne peut être présent lors de votre demande, vous devrez vous défendre seul.
 - En cellule, vous aurez le droit à boire et à manger ainsi qu'à des soins médicaux. Avez-vous bien compris vos droits ? Ces droits peuvent être cités à trois reprises, une fois cela fait, ils seront considérés comme actés par l'inculpé et feront donc office à ce moment là. Les dépositaires de l'autorité publique ont un délai global de 20 minutes à partir du moment où les menottes sont passées à l'individu sous état d'arrestation pour citer les droits miranda. Si le délai est dépassé dans une situation dite "normale", l'inculpé pourra prétendre au vice de

procédure et ce voir relâché.

Seules exceptions faites pour les personnes accusées et avérées d'actes terroristes, lui font perdre tous droits citoyens dès qu'ils sont reconnus comme tels, ainsi qu'une arrestation donnant sur les lieux à une fusillade ou l'inculpé serait présent, dans ce cas là les droits pourraient être lu dans un délai de 20 minutes après la fin de la fusillade en question.

Article 3.3 - Garde à vue

Une garde à vue est une mesure privative de liberté lors d'une enquête judiciaire à l'encontre d'une personne suspectée d'avoir commis une infraction (crime ou délit).

La Garde à vue est une mesure qui permet aux enquêteurs d'établir tous les actes d'enquêtes dans un temps strictement nécessaire déterminé en fonction du DEFCON appliqué à savoir :

En DEFCON 5.4 : Durée de G.A.V : heure d'entrée + 1 heure

En DEFCON 3.2 : Durée de G.A.V : heure d'entrée + 2 heures

Article 3.4 - Prolongation d'une mise en garde à vue

La mise en garde à vue est une mesure de contrainte décidée par les services de police de l'Etat de San Andreas limitée dans le temps (cf 3.3 du code pénal) .

Cependant un juge peut prononcer une prolongation de garde à vue initialement prévue , avant la fin du délai imparti pour permettre le bon déroulement de l'enquête lors d'une situation inhabituelle.

Chapitre 4 : Procédures liées à l'arrestation d'un suspect :

Article 4.1 :

Lors de la venue de l'avocat du prévenu, l'Agence détenant le prévenu devra donner l'intégralité des charges et des preuves du dossier, ainsi que transmettre le dossier au Juge.

En cas de non transmission d'information, les charges seront abandonnées et le prévenu remis en liberté pour cause de vice de procédure.

Si l'avocat n'est pas présent ou pas possible, le suspect devra prendre sa défense seul.

Si le juge n'est pas présent ou indisponible, ou en fonction des infractions reprochées un procureur n'est pas présent ou indisponible pour une comparution immédiate, le prévenu sera libéré sous caution avec un bracelet électronique.

La présence du Juge n'est pas obligatoire en dessous de 100 000\$ d'amende et/ou 30 minutes d'emprisonnement dans le comté de Los Santos et dans celui de Blaine County.

Dans une situation où les conditions sus-citées ne sont pas remplies, le dépositaire de l'autorité publique a le dernier mot sur la situation.

Article 4.2 :

Les agents des forces de l'ordre sont autorisés à effectuer des arrestations dans certains cas seulement :

En cas de flagrant délit

Lorsqu'une fouille s'est révélée fructueuse (Produits stupéfiants)

Lorsque la personne faisait l'objet d'un mandat d'arrêt.

Lorsque des éléments plausibles laissent penser que l'individu était sur le point de commettre une infraction ou l'aurait commise.

Article 4.3 :

Un mandat peut être délivré par le Juge ou si absent le ministre de la justice le Gouverneur ou si absent le Vice-Gouverneur si ce dernier est absent aucun mandat ne peut être délivré

La légitimité d'un mandat peut être contestée devant le Juge.

Pour demander un mandat, un dossier complet et écrit doit être présenté.

Le dit dossier doit contenir des preuves et la trace d'une enquête.

Article 4.4 :

Tout interrogatoire pourra être fait par un dépositaire de l'autorité publique (FIB, LSPD Mission Row Vespucci BCSO) avec ou sans la présence de l'avocat du prévenu, selon le choix de ce dernier.

A ce titre, tout pourra être enregistré par vidéo (go-pro) du dépositaire de l'autorité publique ou via les caméras conçues à cet effet.

Cela s'applique que l'interrogatoire se déroule dans un contexte de garde à vue ou d'une convocation libre.

Si le détenu rompt son droit au silence, tout ce qu'il dira fera office de preuve et pourra servir au tribunal comme preuve de culpabilité ou au contraire preuve de son innocence.

Article 4.5 :

Aucun moyen de pression physique, moral ou financier ne pourra être utilisé lors des entretiens par les Agences du LSPD, BCSO, cependant des questions indiscretes ou du domaine privé pourraient être évoquées et révélées au tribunal si l'affaire le nécessite.

Article 4.6 :

Le Gouverneur/Chef de Comté et a le droit de faire grâce à titre individuel.

Le Gouverneur/Chef de Comté est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire mais est en capacité de juger lorsque c'est nécessaire.

Le Gouverneur/Chef de Comté n'est pas responsable des actes accomplis en cette qualité. Il ne peut, durant leur mandat et devant aucune juridiction ou autorité administrative, être requis de témoigner non plus que de faire l'objet d'une action, d'un acte d'information, d'une instruction ou de poursuite. Tout délai de prescription ou de forclusion est suspendu. Les instances auxquelles il est ainsi fait obstacle peuvent être reprises ou engagées contre lui à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la cessation des fonctions. La divulgation d'informations classées "Secret Défense" ne peut être autorisée que ce soit durant un procès, même à huis-clos, ni durant un interrogatoire, etc.

Article 4.7

Lors de la constatation d'un acte illégal, les dépositaires de l'autorité publique suivant la tarification amendée en vigueur (cf article 5.2) peuvent être temporairement retirés ou définitivement un ou plusieurs permis soumis à licence en ville.

Article 4.8

Lors de l'arrestation, la mise en garde à vue ou l'interpellation d'un individu, le dépositaire de l'autorité publique suivant la tarification amendée en vigueur (cf article 5.2) peut appliquer

l'ajout de peine privatives ou restrictives telles que décrit ci-dessous : 1. Suspension temporaire du permis de conduire, cette suspension pouvant être limitée à la conduite en dehors de l'activité professionnelle. 2. L'interdiction temporaire de conduite de certaines catégories de véhicules.

3. La confiscation d'une ou plusieurs armes appartenant au condamné ou qu'il a librement en sa possession.

4. La confiscation de tout objet ayant servi ou étant destiné à constituer l'infraction ou l'objet en résultat.

Article 4.9

Lorsqu'une personne physique ou morale est condamnée à une peine d'amendement et/ou d'emprisonnement, via le jugement du juge au tribunal, la juridiction peut prononcer des compléments de peines privatives ou restrictives telles que décrites ci-dessous :

- La suspension temporaire ou permanente du permis de conduire, cette suspension pouvant être limitée à la conduite en dehors de l'activité professionnelle.
- L'interdiction de conduite de certaines catégories de véhicules.
- L'annulation du permis de conduire avec interdiction de présentation à l'examen permettant l'obtention d'un nouveau permis.
- La confiscation d'un ou plusieurs véhicules appartenant au condamné.
- L'annulation du permis de port d'armes avec interdiction de présentation à l'examen permettant l'obtention d'un nouveau permis.
- La confiscation d'une ou plusieurs armes appartenant au condamné ou qu'il a librement en sa possession.
- La confiscation de tout objet ayant servi ou destiné à désigner l'infraction ou l'objet en résultat.
- L'interdiction d'exercer un emploi dont l'activité procure une facilité à accepter l'infraction. Cela ne s'applique toutefois pas au mandat électif.
- L'interdiction de fréquentation de certains lieux ou catégorie de lieux relève de la juridiction dans laquelle l'infraction a été commise.
- L'interdiction de fréquenter certains condamnés désignés par la juridiction, notamment les complices ou auteurs de l'infraction.

- L'interdiction de fréquenter certains citoyens désignés par la juridiction, notamment les victimes de l'infraction.
- L'interdiction d'exercer une activité de gestionnaire d'une société commerciale ou industrielle, et ce pour son propre compte ou pour autrui.
- L'interdiction pour un individu de travailler dans l'entreprise supposée l'employeur alors qu'il est en défaut de contrat, pour une durée déterminée ou indéterminée.

Chapitre 5 : Tarification amende

Article 5.1 : Code de la route.

Voici la caractérisation des infractions au code de la route et ses précisions :

Limitations de vitesse sur l'île :

- En ville : limitation à 90 KM/H.
- En autoroute : limitation à 130 KM/H.

Ces limitations n'engagent pas les services de secours sous certaines conditions :

- Les véhicules du LSPD/BCSO/FBI avec gyrophares et/ou sirènes.
- Les véhicules des EMS avec gyrophares et/ou sirènes.
- Les véhicules du Gouvernement avec gyrophares et/ou sirène et/ou en cas de manœuvre visant à exfiltrer un membre du Gouvernement en danger.
- Les véhicules des services des pompiers avec gyrophares et/ou sirènes.

Le respect du feu rouge et des stop sont les suivants :

Le feu rouge et le stop sont interprétés comme des céder le passage.

Législation relative aux permis divers et obligatoire afin de conduire un certain type d'engin ou de pratiquer une certaine activité en ville.

Par permis nous entendons :

- Code de la route nécessaire à l'obtention des 3 permis suivants.
- Permis de moto, concernant tous les engins catégorisés moto, quad ou chopper (3 roues).
- Permis de voiture, tous véhicules à 4 roues correspondant à l'appellation de voiture, les catégories de 4x4, suv et van entrent dans cette catégories.

- Permis de camion, tout véhicule à 4 ou plusieurs roues entrant dans l'appellation camion, moteur de chantier ou atypique.

Article 5.2 :

Grille tarifaire :

Voici la grille forfaitaire indiquant quelle sanction sera appliquée en cas d'action répréhensible.

Les dépositaires de l'autorité publique ont **l'obligation** d'appliquer exactement les peines prévues par cette grille, **seul le Juge** à autorité à ajuster les sanctions hors celles prévues pour un Crime Fédéral sauf disposition contraire dans le présent code.

Grille forfaitaire : [Grille tarifaire 08/11/2023](#)

Article 5.3 :

Récidive :

Est appelé récidive toute infraction supplémentaire qu'un individu referait ou retenterait à la suite d'une première mise en amendes ou peine de garde à vue prison ou fédérale.

Le Juge a autorité à personnaliser les sanctions face à un individu réitérant un acte déjà perpétré antérieurement.

Article 5.4 :

Amendes :

Toute personne ayant une amende à payer dispose d'un délai de 48 heures afin de régulariser sa situation. Si, à la fin du délai, la somme n'a pas été perçue, une majoration du double de la somme peut être appliquée sur autorisation d'un magistrat.

Si l'individu sanctionné prouve qu'il est dans l'impossibilité de payer une telle amende, un délai supplémentaire pourra être accordé pour que l'individu puisse rembourser, si celui-ci dépasse le délai accordé le prévenu se verra sanctionner par le juge .

Si une personne est dans l'incapacité de régler ses amendes, sur autorisation d'un magistrat, il peut être effectué une saisie sur l'ensemble ou sur une partie des biens (Notamment mais pas seulement les biens matériels, immatériels, moraux, immeubles , etc.) de la personne se trouvant dans cette incapacité.

Article 5.5 :

Le transport non préalablement déclaré d'une somme en liquide supérieur à 50 000\$ peut entraîner un contrôle sur la légalité de cette somme, ce contrôle se fait directement au local de l'agence procédant au contrôle de ladite somme avec un appareil certifié et prévu à cet effet, notamment mais pas seulement contrôle au touché, le relief, l'encre au recto et au verso du billet, contrôle du filigrane, contrôle à la lumière ultraviolette, détecteur de faux billets, contrôle du numéro de série des billets. Si à l'issue du contrôle de ladite somme, il s'avère que la somme a été obtenue illégalement, que les billets sont faux ou marqués la somme sera saisie et détruite dans le respect des procédures établies par la loi ou par décret ou par arrêt du département de l'intérieur. Si à contrario la somme est déclarée légale au sens de la loi, la somme doit être restituée immédiatement sans plus de procédure. La saisie n'est enregistrée dans le dossier du propriétaire de la somme que si à l'issue du contrôle de la somme est déclarée illégale au sens du présent article. Le port d'une somme déclarée comme illégale peut entraîner des poursuites pour possession d'argent.

- \$ 1 - Lors de la déclaration du transport d'une somme liquide supérieure à 50 000\$ la somme est contrôlée préalablement par une agence de l'État (locale ou fédérale). Si la somme est déclarée illégale au sens de l'article 5.5, la procédure précisée dans l'article en question s'applique. A contrario si elle est déclarée légale un document rempli par l'agent ayant procédé au contrôle de la somme sera remis au requérant (personne ayant demandé l'autorisation de transport) permettant d'authentifier la somme transportée. Cette autorisation ne peut excéder 3 heures. Cette autorisation ne peut être accordée qu'une seule fois par jour.

Article 5.6 :

Est appelé un refus d'obtempérer le fait de ne pas respecter un ordre émis par un dépositaire de l'autorité publique.

Article 5.7 :

Le délit de fuite définit le fait, pour tout conducteur d'un véhicule « sachant qu'il vient de causer ou d'occasionner un accident, de ne pas s'arrêter et de tenter ainsi d'échapper à la responsabilité pénale ou civile qu'il peut avoir encourue ».

Chapitre 6 : Les fonctionnaires

Article 6.1 :

Un fonctionnaire est un agent employé par un organisme public, affecté dans un service public et placé sous la responsabilité du Gouvernement qui a la responsabilité de s'assurer de son bon fonctionnement . (Les postes de polices , les Hôpitaux..)

Article 6.1bis :

Est lié par contrat au Gouvernement tous les fonctionnaires.

Article 6.1.1 :

Tout fonctionnaire qui a été reconnu coupable d'un délit grave ou crime sera renvoyé de ses fonctions à l'appréciation de son employeur pour faute grave.

Article 6.1.2 :

Tout fonctionnaire est lié par contrat gouvernemental à sa hiérarchie, ce qui signifie qu'il doit suivre les consignes données par ses supérieurs au sein de l'institution à laquelle il est lié. Il ne reçoit donc aucun ordre extérieur.

Néanmoins, le Gouvernement, dans l'objectif de contrôler les services publics et de remplir ces fonctions gouvernementales, dirige et peut donner des ordres à toute institution.

Le Pentagone (Sécurité Intérieur) peut donner des ordres aux Agences (LSPD, BCSO, FBI) qui reflètent le domaine de la défense, de la sécurité et de l'organisation interne et externe.

Le Ministre de l'intérieur peut donner des ordres aux Agences locales (LSPD Los Santos) qui dispose d'un droit régalien à faire respecter et appliquer la loi .

Le Ministre des Finances peut donner des ordres aux entreprises privées, publiques et institutions qui s'activent uniquement dans le domaine financier.

Le Gouverneur quant à lui, peut donner des ordres à toutes les institutions (y compris EMS) et Agences et ce sans limite.

Le Vice-Gouverneur lui en général ne donne pas d'ordre aux institutions ni aux Agences, néanmoins dans l'objectif d'aider le Gouverneur ou les Ministres celui-ci peut être amené à donner des ordres au nom de ces derniers sur délégation uniquement .

Article 6.1.3 :

Un fonctionnaire peut rompre à tout moment son contrat de travail avec un préavis de 07 (sept) jours pour le Comté de Los Santos et 24h pour le Comté Blaine County.

Le contrat de travail peut aussi être rompu de la part de la hiérarchie qui peut licencier pour "Faute", "Absentéisme avéré" et "Faute grave" (qui peut engager des poursuites dans certains

cas).

Le Gouvernement nomme aux postes suivants :

- Directeur EMS
- Commandant (équivalent directeur) LSPD
- Shérif BCSC
- Directeur FBI

Les personnes nommées à ce poste peuvent être maintenues sans préavis et sans justification de la part du gouvernement.

Les postes habilités à destituer et à nommer à ces postes sont :

- Vice-Gouverneur.
- Gouverneur.

En cas de licenciement, démission et destitution, l'individu devra restituer tout le matériel (gilet par balles, armes, documents, clés de véhicules, etc.) à son employeur avant de quitter ses fonctions.

Article 6.1.4 :

En cas de problème hiérarchique entre institutions, agences ou interne, le Gouvernement aura le dernier mot.

En cas de problème de juridiction entre les agences, le Gouvernement tranche.

Toutes les institutions, agences, etc. sont soumises aux ordres du Gouvernement tel que défini dans l'article 6.1.3.

Article 6.1.5 :

Le Gouverneur est le garant de l'indépendance de la justice (sauf si il doit juger cf. Article 4.6). Il nomme les Juges, une fois ceci fait il se détache de toute autorité ou influence envers ce dernier.

Le gouvernement nomme un Juge sous candidature spontanée et après examen de la candidature.

Le juge est soumis à ses engagements d'impartialité et sera tenu sur l'honneur de faire son travail et de juger les prévenus soumis à son jugement et veillera à ce que son jugement soit appliqué.

Le juge conduit la politique de répression pénale et rend des décisions de justice en veillant à la stricte application du présent Code Pénal. Il veille à la cohérence de son application sur le

territoire.

Le juge assure le bon déroulement des audiences et l'organisation de la Cour de justice. Le juge décide de la délivrance d'un mandat d'arrêt ou de perquisition à la demande des dépositaires de l'autorité publique. Le juge se basera sur le bien fondé de la demande pour décider de l'attribution ou non d'un mandat.

Le Ministre de la Défense peut lui aussi émettre des mandats d'arrêts et de perquisition au nom du « Secret Défense » uniquement ou en cas d'absence du Juge.

Les dépositaires de l'autorité publique sont placés sous la surveillance du Juge et du Ministre de la Défense. Ils peuvent les charger de fournir tous les renseignements qu'il estime utiles à une bonne administration de l'instruction.

Le Juge et le Ministre de la Défense peuvent adresser des instructions générales ou particulières aux enquêteurs.

Le Juge contrôle la légalité des moyens mis en œuvre par ces derniers, la proportionnalité des actes d'enquête au regard de la nature et de la gravité des faits, l'orientation donnée à l'enquête ainsi que la qualité de celle-ci.

Le Juge veille à ce que les enquêtes tendent à la manifestation de la vérité et qu'elles soient complètes à charge et à décharge, dans le respect des droits de la victime, du suspect et de la personne suspectée.

En cas d'évasion, la dernière victime de l'évadé doit en être avisé sans délais afin de prévoir toutes éventuelles représailles à son encontre.

Le Juge peut, dans le cadre d'un mandat d'arrêt, autoriser le placement en garde à vue provisoire de toute personne susceptible d'interférer dans l'opération d'arrestation de la susdite.

Article 6.1.6 :

Les corps de direction des Gouvernements, travaille sur les questions de sécurité nationale et collabore dans un premier lieu avec le FBI.

Ceux-ci ont pouvoir d'émettre des mandats d'arrêt et de perquisition de manière confidentielle au nom du "Secret Défense".

Ceux ont accès à toutes les informations recueillies par les Agences. Afin de mieux cerner les menaces potentielles à la sécurité nationale et afin de permettre au FBI d'agir.

Tous les mandats émis par les corps de direction des gouvernements sont classés "Secret Défense" en dehors de ceux accordés lors de l'absence du Juge pour des questions ne relevant pas dudit "Secret Défense".

Article 6.1.7 :

Les salaires des personnes travaillant pour les services publics sont versés par le service public et sont à taux fixe.

Les salaires des fonctionnaires sont versés par le Gouvernement (ou par l'institution les recrutants) et sont fixés par décret après consultation du directeur de l'institution en question. Cette réunion se fait avec le Ministre des Finances ou si absent le Gouverneur ou si absent le Vice-Gouverneur. Ces salaires sont fixes mais peuvent à tout moment être réévalués en suivant la même procédure.

Un système de prime de productivité peut être appliqué selon l'envie et les finances disponibles par le responsable de la branche du service public concerné.

Un système de prime de productivité peut être appliqué en fonction de l'envie et des finances de l'institution en question. Ces primes ne peuvent excéder 100 000\$ par personne et par jour sauf dérogation du Gouvernement (par le Ministre des Finances, le Gouverneur ou le Vice-Gouverneur).

Le responsable est tenu par la loi de tenir une comptabilité et ne peut en aucun cas utiliser les fonds du service public à des fins personnelles ou non autorisées par ses fonctions.

Chaque directeur d'institution ou d'agence est tenu par la loi de tenir une comptabilité faisant apparaître chaque dépense et chaque entrée d'argent avec un motif précis pour chacune d'entre elles. L'utilisation de fonds publics à des fins personnelles hors autorisation du Gouvernement (par le Ministre des Finances, le Gouverneur ou le Vice-Gouverneur) sous justification est totalement interdite.

Le Gouvernement n'a pas l'obligation de tenir une comptabilité.

Article 6.2 : Agences

Une Agence des Forces de l'ordre (LSPD/BCSO) est un service public chargé de faire respecter la loi et d'amender et/ou d'arrêter les suspects l'ayant enfreinte.

Elle dispose pour cela de multiples commissariats mis à sa disposition dans chaque comté respectif.

Les principaux commissariats de Los Santos sont la Vespucci et la Mission Row et sont limités uniquement à leur juridiction du Sud sauf exception.

Le commissariat principal de Blaine County se situe à Paletto bays et est limité uniquement à sa juridiction du Nord sauf exception.

Le FIB est l'agence fédérale pour le contrôle et la sécurité de la ville. Travaillant en lien étroit avec le gouvernement, c'est une entité indépendante qui a pour mission d'aider et de contrôler les autres agences gouvernementales. Le FIB doit avoir accès aux différents commissariats et dossiers afin de pouvoir mener à bien leurs enquêtes et ceci sans entraves de la part des autres agences. Leur juridiction s'étend à tout le territoire.

Article 6.2.1 :

Le LSPD/BCSO/FIB est tenue de tenir à jour un rapport dans lequel elle consigne soigneusement tous les éléments des enquêtes, preuves et toutes autres informations pouvant être présentées devant un juge.

Article 6.2.2 :

Les agents du LSPD/BCSO/FIB sont tenus lors de leur service d'être en tenue reconnaissante du LSPD/BCSO/FIB et/ou de pouvoir fournir la preuve de leur appartenance au service du LSPD/BCSO/FIB en présentant leur plaque de service avec matricule et identité complète. Il se peut que lors de l'opération des agents du LSPD/BCSO/FIB soit en service sous couverture civile, ou au volant d'un véhicule de type banalisé.

Article 6.2.3 :

Tout agent du LSPD/BCSO/FIB doit décliner son matricule lors de son service normal sous demande de n'importe quel citoyen.

Tout civil qui s'estime avoir été victime d'un acte pénalement répréhensible par un agent des forces de l'ordre doit pouvoir à minima avoir un matricule pour faire remonter sa plainte qui est un droit absolu de la constitution.

Cependant l'identité civile de l'agent n'a pas à être divulguée tout au long de l'enquête jusqu'au procès pour conserver sa protection dans le cadre du privée

Article 6.2.4 :

Le FBI a pour rôle de gérer, protéger et combattre sur le territoire des États-Unis : Protéger le territoire d'une attaque terroriste Protéger le territoire contre le renseignement étranger, l'espionnage et les opérations cyber Combattre les activités cybercriminelles importantes Combattre la corruption publique à tous les niveaux Protéger les droits civils

Combattre les entreprises criminelles transnationales Combattre une importante criminalité en col blanc Combattre les crimes violents importants Gérer les situations extraordinaires telles que les prises d'otages sur les hauts-dignitaires (gouvernement, hauts-gradés des Agences, etc.), Gérer le démantèlement des réseaux de drogue. Le FBI est dirigé par son directeur et est en collaboration avec le gouvernement et les agences. Toutes les affaires non classées "secret défense" doivent être communiquées à la juridiction concernée.

Le gouvernement, les agences et le FIB même s'ils travaillent en étroite collaboration sont deux entités différentes. Le rôle du FIB est également d'enquêter sur le gouvernement, les agences et leurs actions afin d'y combattre toutes les formes de corruption. Le FIB est également l'organisme de contrôle des autres agences.

L'Agence Fédérale de la DOA a pour objectif de lutter contre le trafic de stupéfiants. Elle a pour but d'empêcher toutes actions allant de la fabrication à la consommation de produits stupéfiants. La DEA est une entité indépendante sous la gestion du Département de la Justice américaine.

Article 6.3 : Service EMS

Les EMS (Emergency Medical Services) sont les services d'urgence médicale de la ville, tout le personnel est tenu à l'assistance à personne en danger et est soumis au serment d'hippocrate qui stipule qu'il ne peut faire ou vouloir la souffrance volontaire ou direct d'un individu et qu'il leur est tenu de faire tout ce qui est dans leur possibilité pour sauver ou soulager une vie.

Article 6.3.1 :

Les EMS sont tenus lors de leur service de porter leurs tenues prévues et d'utiliser leur véhicule attitré.

Article 6.3.2 :

Les EMS sont tenus lors de leur intervention de tenir un registre d'intervention auprès des citoyens ou dossier médical. Ce dernier est soumis à la confidentialité citoyenne, mais peut être demandé par un dépositaire de l'autorité publique avec mandat de perquisition au vu d'une enquête en cours ou via un arrêté du juge lors d'une affaire en cours au tribunal ou sous demande du FBI ou du sur ordre du Ministre de la Défense. Ces derniers dossiers seront transmis via les canaux sécuritaires mis en place entre les agences différentes / gouvernement et des EMS ou via le pli judiciaire au juge suivant la demande ou au ministre de la défense.

Chapitre 7 : Le Jugement

Article 7.1 :

Avant chaque début d'audience, le juge et chacune des parties ont accès à l'ensemble du dossier, des rapports de la police, des preuves et de la liste des témoins potentiels. En fin d'audience, le juge peut demander les réquisitions du ministère public à titre indicatif. Le juge peut indiquer aux parties la nécessité d'un temps supplémentaire pour délibérer.

Article 7.2 :

A chaque audience sont présentes : le juge, le parti civil, l'accusé et/ou son représentant, et s'il y a lieu, la victime et/ou son représentant. Le juge peut autoriser une audience publique ou tous les citoyens peuvent assister dès qu'ils s'installent avant le début de l'audience et se soumettent aux règles de sécurité décrites par le LSPD/BCSO.

Article 7.3 :

Lors d'une affaire, chaque partie a le droit de faire une demande de rapport d'audience au tribunal et ce pour un motif pouvant être jugé par le juge comme valable et recevable ou non. En cas de deuxième demande de rapport, la cour de justice donnera gain de cause à la partie adverse.

Article 7.4 :

Lors d'un procès un même individu ne peut pas être jugé deux fois pour le même motif, si lors de la première fois celui-ci n'a pas été désigné coupable, la deuxième poursuite ne peut pas avoir lieu étant donné qu'il a été disculpé, mis à part si de nouveaux éléments conséquents sont présentables.

Article 7.5 :

A la suite d'un procès, sera considéré comme nul et non avenu toute décision de justice équivalente, égale ou attribuée comme étant "un appel".

Toute demande de procédure d'appel sera automatiquement rejetée sous peine de nullité de l'action jugée. Cette décision est prononcée par un magistrat.

Chapitre 8 : Etat d'urgence : DEFCON et code écarlate.

Article 8.1 :

L'état de sécurité de l'île de Los Santos est soumis à un niveau de menaces divisé en 5 parties appelées Niveau de DEFCON allant de 5 à 1, ce niveau DEFCON 5 étant le niveau de menace le moins élevé et étant apparenté à la vie quotidienne de l'île.

Définitions des niveaux de DEFCON : <https://wiki.unityrp.io/books/le-gouvernement/page/les-defcon>

Article 8.2 :

Les changements de DEFCON s'effectuent lors d'une réunion générale qui constitue obligatoirement les corps ci-dessous :

- Les Chefs ou les Chefs Adjoint LSPD
- Le(s) Sheriff(s) ou les Sheriff(s) Adjoint BCSO
- Direction du FIB
- Directeur ou Co-directeur EMS Paleto Bay
- Directeur ou Co-directeur EMS Ocean Bay
- Directeur ou Co-directeur EMS Pillbox
- Gouverneur
- Vice-gouverneur
- Chef de Cabinet
- Secrétaire général
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère de la Justice
- Homeland Security

Dans le cas où un représentant des corps ci-dessus est à reprise multiple absent, la personne peut se voir disparaître de ses fonctions !

Chaque changement de DEFCON doit être voté lors de cette assemblée.

Le temps d'un niveau DEFCON est d'application en fonction de la période de validité du présent.

Les autorisations de données par un niveau de DEFCON précédent sont applicables pour les niveaux supérieurs. Le Gouvernement peut ajouter des autorisations extraordinaires supplémentaires en cas de danger pour adapter au mieux l'action publique à la situation.

Article 8.3 :

Code Écarlate :

Code à courte durée que l'État-Major, les dirigeants d'Agences proposent au Gouvernement qui le déclare publiquement en cas d'attaque ciblée sur elle-même en tant qu'institution ou sur

ses fonctionnaires mais aussi sur les membres du gouvernement ou des services d'urgence. Ce code donne l'équivalent des droits du DEFCON 3 aux dépositaires de l'autorité publique. Ce code a une durée maximale de 24 heures.

Chapitre 9: Légalité des stupéfiants et objets illégaux

Article 9.1

Tout stupéfiant, et peu importe la quantité, est considéré comme illégal et que ce soit en possession, consommation ou création, trafic de petite ou grande ampleur, tout cela est soumis au tableau d'amendement selon la distinction de l'article 5.2 du code pénal.

Article 9.1-1 :

Les stupéfiants ou drogues, dans l'Etat de Los Santos, sont divisés en deux catégories qui sont les douces (weed) et les drogues dures (cocaïne, méthamphétamine, ecstasy,...).

Article 9.2 :

La consommation de stupéfiants est interdite sur la voie publique et elle est soumise à la grille tarifaire selon la distinction de l'article 5.2 du code pénal.

Article 9.3 :

Tout stupéfiant indiqué dans l'article 9.1 du présent code pourrait être trouvé sur des citoyens qui seraient immédiatement confisqués, saisis en affaire au tribunal, amendé sur place ou via jugement au tribunal, conformément au code d'amendement.

Article 9.4 :

Les armes dites illégales sont qualifiées par les termes suivants :

- Armes ayant servi à la réalisation d'un délit ou d'un crime.
- Armes ayant été obtenue manière illégale (achat dans un marché noire ou arme non déclarée)

La possession, le transport et/ou l'utilisation de ces dernières sont soumises au tableau d'amendement et peuvent ouvrir à une affaire devant le tribunal selon la distinction de l'article 5.2.

Article 9.4.1 :

Un véhicule peut être considéré comme une arme en fonction de son utilisation dans une affaire et peut de ce fait être saisi.

Article 9.4.2 :

Les armes citées ci-dessus peuvent être soumises à une saisie si une enquête ou affaire est en cours et le nécessite.

Article 9.5 :

La possession d'argent dit "vente" par son obtention de manière illégale/non déclarée ou autre sera sanctionnée par la tarification amendée en vigueur selon la distinction de l'article 5.2. Les dits fonds illégaux devront être remis au Gouvernement par les dirigeants des Agences chaque mois.

Article 9.6 :

La possession et le port d'un gilet pare-balles sont légaux ; cependant, la vente ou la production illégale de celui-ci est interdite et sera sanctionnée selon les tarifications amendées en vigueur, conformément aux distinctions de l'article 5.2.

§1 Saisie des Gilets Pare-Balles

En cas de saisie par les autorités compétentes, tout gilet pare-balles sera retenu de manière permanente. Aucun gilet pare-balles saisi ne sera restitué au possesseur initial, quelles que soient les circonstances de la saisie.

§2 : Interdiction d'Utilisation Criminelle

L'utilisation de gilets pare-balles dans le cadre d'activités criminelles est formellement interdite. Tout usage d'un gilet pare-balles à des fins criminelles entraînera des sanctions supplémentaires, conformément aux dispositions du Code Pénal.

§3 : Justification de Provenance

Tout détenteur d'un gilet pare-balles doit être en mesure de justifier la provenance légitime de celui-ci. Pour répondre à cette exigence, une justification verbale détaillant l'origine et les circonstances de l'acquisition du gilet sera considérée comme suffisante.

§4 : Interdiction des Gilets Officiels

La possession, le port ou l'utilisation de gilets pare-balles issus des stocks du gouvernement, de la LSPD (Los Santos Police Department) ou de la BCSO (Blaine County Sheriff's Office) par des personnes non autorisées est strictement interdite. Cette interdiction inclut tous les gilets pare-balles réservés à l'usage exclusif des forces de l'ordre et des agences gouvernementales.

§5 : Interdiction des Gilets Pare-Balles dans les Locaux Fédéraux et Gouvernementaux

Il est formellement interdit de porter des gilets pare-balles à l'intérieur des bâtiments et des installations fédérales et gouvernementales. Cette interdiction s'applique à tous les individus, à l'exception des personnels autorisés tels que les agents de sécurité, les forces de l'ordre, et les membres des services de défense qui agissent dans le cadre de leurs fonctions officielles.

Chapitre 10 : Droit de propriété

Article 10.1 :

Est considérée comme une propriété routière comme un bien immobilier et/ou ayant été achetée par l'individu qui peut s'avérer avéré de ses dires par le biais d'une facturation enregistrée auprès de l'État ou d'une société de ventes.

Article 10.2 :

Un titre de propriété privée, une habitation est en pleine possession de son propriétaire.

§ 1 - Les dépositaires de l'autorité publique pour perquisitionné sur ses lieux, doivent nécessairement d'un mandat de perquisition ou peuvent violer le droit de propriété en cas d'urgence et/ou de danger constaté et/ou de flagrant délit.

§ 2 - Les mandats ne sont pas nécessaires en cas de niveau de sécurité de DEFCON 2 et 1.

Article 10.3 :

Une société privée est dirigée par un citoyen, nommé patron, tous les biens immobiliers et automobiles en possession de l'entreprise sont à ce titre dénommé comme une propriété privée.

§ 1 - Les dépositaires de l'autorité publique sur le droit d'intervenir dans l'enceinte d'une entreprise pour perquisitionné sur ses lieux doivent, nécessité d'un mandat de perquisition ou peuvent violer le droit de propriété en cas d'urgence et/ou de danger constaté et/ou de flagrant délit.

Article 10.4 :

Les entreprises que l'État met en possession de citoyen, nommé patron, sont sous gestion de l'État et de ce fait sont délivrées comme des entreprises publiques.

§ 1 - De ce fait les entreprises publiques ou semi-publiques ne sont pas soumises à un mandat de perquisition en d'autres termes une société mise en gage par l'Etat pourra être perquisitionné sans mandat judiciaire.

Article 10.5 :

La propriété d'une personne est automatiquement saisie par l'État si celui-ci fait l'objet de la procédure pénale.

§ 1 - Lorsqu'une procédure pénale est engagée à son rencontre, et ce jusqu'à la résolution du différent devant les tribunaux. La saisie peut être maintenue sur décision de justice lors d'un jugement par un magistrat

§ 2 - Cette saisie placée sous la responsabilité des dépositaires de l'autorité publique et les biens seront placés sous scellé et mis à disposition de l'Etat.

§ 3 - Les domiciles, les locaux, les entreprises, les véhicules d'un individu peuvent être saisis dans le cadre d'une enquête fédérale.

Article 10.6 :

La propriété d'une personne est automatiquement saisie par l'État lorsque celui-ci est décédé si celui-ci fait l'objet d'une enquête ou d'une condamnation.

Cette saisie est immédiate après l'annonce du décès par les services EMS et cette saisie placée sous la responsabilité du gouvernement et les biens seront placés sous scellé.

§ 2 - Les biens du défunt s'il en reste et en fonction de la situation pourraient être rendus à leur famille en ville uniquement si un acte d'héritage a été rédigé auprès de l'Etat civil.

Article 10.7 :

Toute personne étant libérée sous caution (bracelet électronique) et faisant objet d'un mandat de perquisition ou d'arrestation à interdiction de transférer sa ou ses propriétés.

§ 1 - Selon les restrictions imposées par les magistrats, celui-ci peut avoir l'interdiction d'accéder à son domicile ou à ses propriétés ou de transférer des biens étant dans le coffre de la propriété.

§ 2 - L'alinéa ci-dessus permet au gouvernement de saisir les propriétés d'un individu dans le cadre d'une enquête, avant un jugement et après dépôt d'un mandat judiciaire.

Chapitre 11 : Entreprise privée achetée ou sous gestion de l'état :

Est appelée entreprise privée les entreprises étant achetées par un citoyen créées ou déjà présentées et les entreprises étant sous gestion de l'État (confié par l'État à un citoyen ayant fait la demande au gouvernement).

Article 11.1

Tout patron se doit de tenir une comptabilité complète de ses entrées et sorties d'argent dans le coffre de son entreprises, le chiffre d'affaire engendré au cours de la semaine, la paye versé à ses salariées et toutes autres formalités en vue d'une éventuelle taxation de l'Etat sur les revenus des entreprises ou d'un contrôle fiscal.

Les organisations publiques (Agences, EMS) ne seront pas taxées cependant ils devront tout de même informer le montant de leurs entreprises de manière quotidienne afin de recevoir des subventions de la part du gouvernement en cas de besoin.

Toute anomalie soupçonnée et avérée entraînera l'ouverture d'une enquête et exposera le service public à des poursuites pénales pour commission d'actes ripoux et autres infractions caractérisées.

Article 11.2

Tout patron ayant acheté une société ne sera pas sous la gestion de l'État mais devra tenir une comptabilité.

Dans le cadre de la lutte contre les détournements de fonds à des fins illégales, l'entreprise privée a obligation de se soumettre à tout contrôle financier opéré par le Département des Finances du comté auquel il est enregistré.

Tout contrôle financier devra faire l'objet d'un mandat auprès du Département de la Finance.

Article 11.3

Tout patron d'une entreprise sous gestion de l'État devra tenir sa comptabilité et sera soumis à la gestion de l'État. Ce dernier devra se plier à la demande des Agences sans mandat de justice et devra fournir tout document demandé par les contrôleurs fiscaux ou la direction du gouvernement. Tout service public (Hôpitaux, poste de police etc) est soumis à un droit de regard des comptes et de la gestion des paies opérés en interne par le Gouvernement..

Le Gouvernement est dans son droit de demander toute modification des grilles salariales mises en vigueur s'il estime une disparité importante entre 2 agences qui effectuent les mêmes missions.

Le Département de l'intérieur ou une plus haute instance se doit d'être consulté par les postes de police avant toute modification salariale à la hausse.

Le Département de la santé ou une plus haute instance se doit d'être consulté par les directeurs d'hôpitaux avant toute modification salariale à la hausse.

Le Gouvernement s'assure ainsi de la bonne gestion des ressources de ses services publics.

Le Gouvernement pouvant assurer une aide financière à ses services publics s'assurent ainsi d'une redistribution des ressources justifiées cohérentes et équitables entre ces derniers qui relèvent de sa responsabilité.

En cas de conflit social entre le Gouvernement et ses services publics, ce dernier se réserve le droit de suspendre, réduire ou supprimer toute allocation prévue.

Article 11.4

Les patrons d'entreprise sous gestion gouvernementale ne peuvent pas se servir comme bon leur semble dans les caisses de la société. Il ne doit pas avoir un chiffre d'affaires inférieur à 10.000\$ dollars, au-delà de cette somme minimum la société leur sera retirée après inspection de la comptabilité effectuée par un agent de l'Etat.

Article 11.5

Les patrons d'entreprises privées eux auront le loisir de gérer leurs actions ou coffre d'entreprise de la manière qu'ils souhaitent, ils devront tout de même en cas de contrôle du fisc de l'état ou lors de la paye des taxes que l'état permettrait en place, d'avoir le fonds minimum nécessaire pour que leurs entreprises puissent fonctionner financièrement et qu'ils puissent régler les salaires de leurs employés sur les 48 prochaines heures sans nouvel apport financier personnel de leur part.

En cas d'irrégularité, le contrôleur fiscal est en droit d'effectuer une destitution de fonction au patron actuel pour non financement de ses salariés dans le comté de Blaine County.

Dans le comté de Los Santos, en cas d'irrégularité confirmé par le contrôleur fiscal et en fonction de la gravité des faits, ce dernier est en droit de demander une fermeture administrative temporaire, dans l'attente du jugement du Patron de l'entreprise.

Article 11.6

Tout patron si il est mêlé, à une affaire judiciaire le concernant pour trafic de drogues, meurtre ou organisation criminelle, en tant que complice ou auteur des faits, sera démis immédiatement du patronat de sa société, qu'elle soit privée ou sous gestion d'état. Le gouvernement se réserve le droit de désigner un successeur ou la revente de ladite entreprise.

Article 11.7

Le paiement d'un service à une entreprise privée doit être fourni par cette dernière et encadré par un contrat par les 2 parties.

Si celui-ci ne peut être réalisé, le contrat n'étant pas respecté une restitution totale de la somme engagée, par le demandeur, doit être rendue.

Chapitre 12 : L'espace public

Article 12.1

L'occupation illégale d'un espace public est strictement interdite. Toute personne qui occupe un espace public sans autorisation préalable du gouvernement est passible de sanctions conformément à la législation en vigueur.

Article 12.2

La revendication d'un espace public est également interdite. Il est interdit de revendiquer ou de se proclamer propriétaire d'un espace public, que ce soit par des actes, des signes ou des écrits. Toute personne contrevenant à cette interdiction sera soumise aux sanctions prévues par la loi.

Article 12.3

La vente non déclarée d'un bien ou d'un service sur un espace public est interdite. Toute vente effectuée sur un espace public doit être enregistrée et conforme aux réglementations commerciales en vigueur. Les contrevenants seront passibles de sanctions, y compris des amendes et des peines d'emprisonnement, conformément à la législation en vigueur.

Article 12.4

L'utilisation commerciale d'un espace public est soumise à l'obtention d'une autorisation préalable du corps de direction du gouvernement. Toute personne souhaitant utiliser un espace public à des fins commerciales doit présenter une demande d'autorisation et se conformer aux conditions indiquées par lesdites personnes. L'exercice d'une activité commerciale sans autorisation constitue une infraction passible de sanctions pénales

Article 12.5

Le Gouvernement peut délimiter et aménager les espaces publics de manière à garantir leur utilisation optimale par le public. Il peut établir des règles et des restrictions concernant l'utilisation des espaces publics, y compris les horaires d'accès, les activités autorisées et les règles de comportement. Le non-respect de ces règles peut entraîner des sanctions selon la législation en vigueur.

Chapitre 13 : Le contrat de travail

Article 13.1

Il est interdit pour une entreprise de conclure des contrats à durée déterminée (CDD) dans le but de dépasser le nombre de personnel autorisé par les réglementations en vigueur. Tout dépassement intentionnel de cette limite est considéré comme une violation de la loi et est passible de sanctions.

Article 13.2

Tout patron d'entreprise se doit de faire signer un contrat de travail à son employé et de lui faire comprendre quels seront ses engagements, ses fonctions et qualifications, sa rémunération salariale, son accord de confidentialité, ses conditions de rupture de contrat, les tâches à accomplir, les horaires de travaux et toutes autres clauses nécessaires conformément à la législation en vigueur

Le contrat de travail doit impérativement comprendre l'état civil complet de l'employé c'est - à dire [Nom Prénom Date de naissance JJ/MM/AAAA]

Article 13.3

Les clauses des contrats de travail ne doivent pas porter atteinte à la liberté individuelle des employés. Toute clause restrictive qui restreint injustement la liberté des personnes, telle que la limitation de la possibilité de changer d'emploi est nulle et non avenue.

Article 13.4

Il est interdit de consentir à des contrats à durée de manière excessive et abusive. Les CDD doivent être utilisés de manière justifiée et temporaire pour répondre aux besoins spécifiques et temporaires de l'entreprise. Les contrats à durée indéterminée (CDI) doivent être privilégiés chaque fois que cela est possible. De plus, il est formellement interdit de faire plus de deux CDD à un salarié.

Article 13.5

Lorsqu'un salarié se voit recevoir une évolution, un changement de salaire, un changement de tâches à effectuer ou tout autre changement depuis la signature de son contrat de travail, l'employeur se doit d'ajouter à celui-ci un avenant expliquant toutes les clauses du changement. Il devra être lui-même signer à nouveau ainsi que lu et approuvé par le salarié en question.

Article 13.6

Tout employeur faisant signer un contrat de travail se doit de vérifier la date de signature, la couleur écrite par le salarié (seul l'écriture en noir est toléré), la lecture et l'approbation à ce contrat ainsi que la signature distinctive d'un employé.

L'employé a obligation d'informer sans délai son employeur en cas de changement de nom/prénom/ date de naissance ou autres informations nécessaires à la régularisation dudit contrat de travail sous peine d'être pénalisé par son employeur.

Lors d'un contrôle fiscal, si le patron parvient à prouver par tout moyen de la méconnaissance du changement de situation de son employé, aucune pénalité ne peut lui être retenue.

Article 13.7

L'employeur se doit de missionner son nouvel employé d'effectuer sa visite médicale sous le premier mois d'embauche pour le comté de Blaine County et pour le comté de Los Santos. Cette obligation concerne sans exception tous les employés, le patron et le Co-Patron inclus. En cas d'irrégularité ou de dépassement de ce délai, le patron sera tenu comme seul responsable s'il a fait travailler son salarié en sachant que sa visite médicale n'était pas en règle ou non effectuée et s'expose aux pénalités mises en vigueur.

Article 13.8

L'employé a interdiction de prendre ses fonctions tant qu'il n'a pas lu et approuvé ainsi que signer son contrat de travail rédigé par son employeur.

Chapitre 14 : Les décrets, et différences de lois entre Comté

Article 14.1

Les lois peuvent varier selon le comté dans lequel vous vous trouvez (Los Santos ou Blaine County), toutes modifications et différences sont indiqués dans les Décrets publiés : [Décrets](#).

Revision #24

Created 16 March 2024 13:59:27 by M. White

Updated 16 June 2024 00:51:37 by Stellaros